

Dettes de l'Etat : qui profite des soi-disant réformes ?

Cela fait des années qu'on nous répète qu'il faut que la France se réforme, que c'est l'avenir de nos enfants qui est en jeu. Mais ni à droite, ni à gauche, on ne nous dit en quoi ça devrait consister. Utiliser des techniques plus modernes ? Mettre des nouveaux ordinateurs ?

Pas du tout ! Le vrai problème est que la France doit mille milliards d'euros, une somme astronomique. L'Etat français n'est pas seul dans cette situation. Tous les pays riches ont de très gros déficits.

C'est qu'on est dans un monde capitaliste. Et les déficits peuvent être une très bonne affaire pour les banques, les assurances et autres financiers. Car chaque fois qu'il manque un milliard, l'Etat doit automatiquement emprunter. C'est eux qui avancent l'argent. Et ils ne le font pas pour rien. Ils se font payer des intérêts, qu'il faut payer chaque année, en plus de rendre le capital emprunté.

Actuellement, l'Etat paye ainsi 40 milliards d'euros d'intérêts chaque année à Axa, la Société Générale, les Caisses d'Épargne, etc. C'est autant que tout le budget de l'armée, la moitié de celui de l'éducation. Si l'Etat n'était pas endetté, ces sociétés feraient bien moins de profits. Pour elle, que l'Etat s'endette gravement, c'est tout bénéfique.

Si l'Etat était aussi soucieux qu'un ménage de ses biens, il procéderait autrement. Il stopperait certaines dépenses discutables, comme l'armée. Il pourrait attendre d'avoir assez de rentrées pour se faire une avance de capital, et se servir dedans. Ainsi, il n'aurait pas à payer ces intérêts, considérables.

Mais les hommes qui dirigent la haute administration d'Etat et ceux qui dirigent le monde de la finance sont très proches, et au fond complices. Ensemble, ils ont décidé d'augmenter les taux d'intérêt au début des années 1980. Les intérêts ont augmenté, et l'Etat a vu ses dettes se creuser sans arrêt depuis 25 ans.

C'est là qu'arrivent les fameuses «réformes» de l'Etat. Il faut faire baisser cette dette, ce trou. Pourquoi maintenant ? Parce qu'il est devenu tel-

lement énorme que c'est dangereux. Il faut que l'Etat démontre qu'il pourra vraiment toujours rembourser ce qu'il doit. Sinon, ce sont ceux qui lui ont prêté qui risquent à leur tour la faillite.

Tout le jeu de ces usuriers, ces profiteurs, est là : s'arranger pour qu'on leur emprunte un maximum. Mais parvenir à ce qu'on leur rende aussi un maximum. Avant que le grand écart ne devienne un gouffre que leur monde capitaliste juge impossible à récupérer.

La réforme, c'est donc de diminuer, par n'importe quel moyen, cette dette. En faisant des économies sur les salaires, en diminuant les personnels, en diminuant les retraites, la sécu, etc.

Mais si nous laissons faire cette «réforme», nos enfants seront-ils assurés d'un meilleur avenir ? Pas du tout ! D'abord, parce qu'il suffira que la dette baisse, pour que les marchés financiers se rassurent, et se remettent à la creuser à nouveau. C'est leur intérêt. Et c'est eux qui commandent la réforme. L'objectif n'est pas de supprimer définitivement la dette, ou que l'Etat apprenne à vivre sainement, sans dette. L'objectif, c'est au contraire de mieux recommencer, d'ici quelques années, après un bon coup d'éponge.

Il n'y a qu'une réforme qui vaille. Que l'Etat décide d'annuler toutes ces dettes, purement et simplement. Qu'il cesse ensuite de fonctionner à crédit. Et qu'il paye ses personnels les mieux placés, jusqu'aux ministres, au salaire moyen de l'ouvrier qualifié. Pour que ce personnel cesse de se sentir et d'être au-dessus des autres.

Ni la droite, ni la gauche n'ont ce programme. Ils se disputent juste sur le dosage des sacrifices demandés. Ils sont au fond, les uns comme les autres, au service des gros financiers.